

Ce soir, permettez-moi de vous livrer quelques réflexions sur le mouvement qui, depuis quelques temps, fait l'actualité en France, sur ces manifestations de « gilets jaunes » qui, de semaine en semaine, occupent tout l'espace politique et médiatique.

Cette crise traverse et bouscule la vie de nos concitoyens. Elle présente, par ses effets, son intensité et sa durée, une dimension inédite, qui ne justifie nullement les violences qui l'entourent.

Les exactions, le vandalisme, les atteintes aux personnes, policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers, doivent être fermement condamnées et sanctionnées, et les dérives radicales qui s'en prennent à la République, combattues sans la moindre faiblesse.

Nos concitoyens affirment à la fois des refus et des attentes. Ils expriment des protestations qui portent sur le pouvoir d'achat, les bas salaires, la fiscalité, les complexités de vie quotidienne. Ils font valoir des attentes plus profondes de mieux-vivre, de dignité, de démocratie.

Cette crise, qui trouve un large écho dans la population, « vient de loin », comme le rappelle le Président de la république. Relayant des revendications souvent confuses et désordonnées, elle met crûment en évidence les fragilités et les faiblesses de notre pays.

Cette crise revêt au fond une double dimension sociale et territoriale. Elle a tout d'une crise sociétale, d'une crise du sens.

C'est clairement une crise sociale, alimentée par la précarité, les fins de mois difficiles, les revenus modestes.

La création d'une taxe sur les carburants en a été le déclencheur, catalysant une sorte de révolte fiscale. La conjonction d'une fiscalité

excessive, du sentiment d'injustice, de normes absconses, exacerbe les mécontentements. « Arrêtez de nous em...béter » disent d'une seule voix les Français.

Les prélèvements supplémentaires ponctionnent le pouvoir d'achat, notamment la CSG, dès le premier euro. Ils pèsent sur les entreprises, notamment les plus petites, et consécutivement ils fragilisent la compétitivité, la croissance et l'emploi.

Une pression fiscale excessive pénalise les plus modestes, les plus exposés aux aléas, agriculteurs, artisans, retraités. Loin d'atténuer les injustices, ce trop-plein de taxes les aggrave, comme il altère le consentement à l'impôt.

Car depuis trop d'années, au lieu de diminuer la part des dépenses publiques, nos gouvernants n'ont eu de cesse d'augmenter impôts et taxes, au point que nous détenons aujourd'hui le record d'Europe des prélèvements, avec 47 % du produit national, devant la Norvège et le Danemark.

C'est aussi une crise territoriale qui reflète de profonds clivages entre les territoires riches et les territoires en difficulté

Notre organisation administrative est trop lourde, centralisée, coûteuse. Depuis des années, une recentralisation insidieuse est à l'œuvre, vers l'Etat et les métropoles, au détriment des villes petites ou moyennes. Elle accentue les clivages entre une France qui accède aux décisions et une France qui en dépend.

Notre pays souffre de complexités excessives, et d'une distance croissante entre les décisions et ceux auxquels elles s'appliquent. Avec le transfert aux préfetures de région de responsabilités

assumées jusque-là par les préfetures de département, comme l'aménagement ou le logement, les collectivités ont été privées d'interlocuteur de proximité, perdu la possibilité d'expliquer « leur cas », et de proposer des solutions concrètes et réalistes.

Au nom de la rationalité économique, la centralisation et la densification ont parfois été érigées en dogme. Des services locaux, postes, agences de l'emploi, caisses de sécurité sociale, ont été supprimés, sans qu'on ait d'abord évalué les conséquences, préparé les mutations ni même exploré les pistes alternatives, comme la mutualisation ou la création de « maisons de services publics ».

Cette centralisation s'est accentuée, dans le sillage des lois MAPTAM et NOTRE, avec la création de vastes intercommunalités, ou de périmètres inadaptés. Pour nous, habitants de Grande Couronne, la non correspondance entre le périmètre régional et le périmètre métropolitain ne peut qu'accuser à terme des écarts de développement.

Contraint aux économies, l'Etat réduit continument ses concours et ses dotations aux collectivités, il augmente les prélèvements de « péréquation », leur imposant des efforts considérables qui pénalisent leurs services publics.

Ainsi à La Celle Saint-Cloud, nous avons perdu le quart de nos ressources budgétaires au cours des 5 dernières années.

Ce n'est pas durable ! La suppression de la taxe d'habitation fait entrevoir de nouvelles difficultés. Jusqu'à quand sera-t-elle intégralement compensée ? Ne risque-t-on pas de voir se diluer, voire se rompre le lien démocratique qui relie les citoyens et leurs élus ? Si l'Etat est seul garant des moyens alloués aux collectivités, que devient le principe d'autonomie, pourtant consacré dans la Constitution ?

Des géographes, comme Christophe GIUILY, alertent depuis des années les pouvoirs publics sur le clivage croissant entre les territoires, entre une France prospère et des villes qui s'appauvrissent. Michel Houellebecq décrit à l'envie ces territoires désertifiés.

Mais cette crise est aussi une crise globale, sociétale, qui exige un profond renouvellement de la vision politique

Nos concitoyens ont le sentiment de n'être pas écoutés. Ils veulent participer ! Défiants à l'égard des « élites » médiatique ou politiques, ils veulent que leurs difficultés de vie quotidiennes soient prises en compte et leurs efforts mieux récompensés.

Interrogations bien légitimes, quand les repères se brouillent et que se conjuguent insécurité et sentiment de perte d'identité. C'est une quête de sens qui s'exprime avec force.

I - Dans notre pays qui peine tant à se réformer, il est indispensable de poursuivre les réformes structurelles

Les réponses apportées dans l'urgence par le gouvernement sont loin de répondre aux enjeux de la crise.

La création d'une prime d'activité, la défiscalisation des heures supplémentaires, l'exonération de CSG, répondent à une exigence immédiate de pouvoir d'achat, mais non aux problèmes structurels.

Oui, le président de la République a raison de réaffirmer sa volonté d'accélérer les réformes

Conscient de la profondeur de la crise, il propose l'organisation d'un grand débat national et il invite les Français, sous des formes qui

ne sont pas encore connues, à s'exprimer sur différents thèmes : fiscalité, vie quotidienne, services publics, démocratie et citoyenneté.

Le sort de ce débat dépend de la façon dont il sera organisé, avec qui ?, sous quelles formes ?, il dépend de la façon dont les questions seront posées et les réponses entendues.

Mais dans ce débat, la question des économies budgétaires ne pourra évidemment pas être occultée

Comment envisager de développer certains services publics, sans en diminuer ou en supprimer d'autres ? Avec un endettement de près de 100 % du produit national, nos marges sont quasiment nulles.

Est-il possible d'augmenter en France les dépenses publiques, qui atteignent déjà 57 % du PIB, ce qui est encore un record, avec 10 points de plus que la moyenne européenne ?

Parmi les pays développés, notre pays est celui où la part des services publics gratuits est la plus élevée. L'un de ceux où les tarifs des services publics marchands sont les plus éloignés des coûts réels.

C'est apparemment positif ! Mais cela revient en fait à allouer en priorité aux administrations des moyens que l'on soustrait à l'investissement privé et à la croissance.

Dans son projet présidentiel, Emmanuel Macron prévoyait de réaliser 60 Md€ d'économies, en modernisant la fonction publique et en réduisant le nombre des fonctionnaires d'Etat. Mais le nombre des fonctionnaires de l'Etat ne baisse pas, et les placards regorgent de propositions d'économies jamais exploitées.

L'Etat ne réduit pas ses dépenses, alors que les collectivités sont tenues de diminuer drastiquement les leurs. Difficile à comprendre !

Car l'autre grand thème de ce débat national me paraît être celui de la décentralisation. Comment mieux répartir les compétences et les responsabilités sur le territoire national ? L'organisation territoriale est trop complexe, le millefeuille territorial illisible, les compétences trop enchevêtrées.

Les élus locaux, les maires demandent à être entendus. Et dans le contrat pour la Nation que le président de la République appelle de ses vœux, la confiance entre l'Etat et les collectivités doit être restaurée.

Un acte IV de la décentralisation paraît s'imposer, pour remettre en cohérence les responsabilités, les simplifier, les rapprocher du terrain, en accordant aux collectivités un droit à l'expérimentation.

A la région, pourraient être transférés la compétence innovation, la politique de l'emploi, la formation professionnelle ; et Pôle emploi régionalisé. **Au département**, l'action sociale, la rénovation des quartiers, la contractualisation avec le « bloc communal ».

A la commune, l'aménagement, le logement, l'insertion, et de façon exclusive. Il est indispensable pour les collectivités de pouvoir prévoir l'évolution de leurs ressources et de disposer d'un cadre juridique stable, sans lesquels leur autonomie reste théorique.

II - En ce moment où la France doute d'elle-même, soyons conscients que partout ailleurs l'histoire s'accélère.

Se projetant vers l'avenir, de nombreux pays se modernisent, se transforment, progressent à grands pas. Depuis 2018, l'Inde est la 5^{ème}

puissance mondiale. Des Etats-continentaux, Etats-Unis, Chine, Brésil, des puissances moyennes, investissent sans limite dans la révolution numérique, l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables.

Pour répondre aux défis du XXIème siècle, **l'Europe** est une nécessité absolue, et les élections de mai prochain une chance à saisir.

C'est une nouvelle page de l'histoire de France qu'il faut ouvrir ; une aventure fondée sur la liberté et la confiance.

Notre pays est doté de grandes capacités de rebond. Il dispose d'atouts remarquables : des entreprises de taille mondiale, des universités, des centres de recherche, un écosystème innovant et attractif. Il y a une excellence française !

Ici-même sur le territoire de VGP, des pépites technologiques conquièrent de nouveaux marchés ; des entreprises innovantes se développent, dans la simulation numérique, les transports du futur. Au sein de la pépinière d'entreprises de VGP ou du club d'entrepreneurs de VGP Nord, des projets d'avenir voient le jour.

Notre pays fourmille d'initiatives. J'admire la créativité des enseignants, de nos proviseurs, des principales, des responsables d'écoles, en matière technologique et linguistique.

Nos établissements se modernisent. Ici le collège Pasteur, après le collège Victor Hugo, sera rénové dans le cadre d'un ambitieux programme de 25 M€, voté par le Département.

C'est ensemble que nous pouvons faire vivre une démocratie apaisée et confiante, donner du sens à l'action, faire rayonner un pays, sûr de ses valeurs et de ses ambitions.

Embellir notre ville, favoriser son essor, améliorer la vie de nos concitoyens, **telles sont, à La Celle Saint-Cloud, nos ambitions.**

Cette année, de grands projets nous attendent, des projets d'avenir, qui se réaliseront au cours des prochaines années. C'est une action volontariste, permise par une situation budgétaire saine.

Ce soir, je forme le vœu qu'à LCSC, nous portions ensemble ces ambitions : **Ambition** d'une ville bien gérée, conjuguant stabilité fiscale et maîtrise des dépenses, s'appuyant sur l'outil numérique ;

Ambition d'une ville dynamique, avec le nouveau Cœur de Ville, qui, à la jonction des quartiers, offrira de nouveaux logements, une crèche, des espaces économiques et de co-working. Dès janvier, sera rédigé le cahier des charges fixé à l'aménageur ;

Ambition d'une ville moderne, avec la future médiathèque, résolument tournée vers l'avenir, qui mutualisera des fonctions culturelles et éducatives ; Très bientôt **nous réunirons le jury de concours**, qui désignera l'architecte chargé de la réalisation ;

Ambition d'une ville solidaire, offrant des logements modernes, accessibles à tous les Cellois, un habitat rénové, respectueux du cadre de vie, conforme à nos engagements, comme les constructions avenue de la Drionne, avenue de Louveciennes et avenue Maurice de Hirsch !

Avec l'objectif de rénover le Domaine de Beauregard, **l'étude urbaine**, lancée avec la ville de Paris, vise à rénover, ou à rebâtir, un habitat ancien construit dans les années 50 ;

Ambition d'une ville écologique et durable, où chaque décision et chaque projet prennent en compte les effets sur l'environnement.

En portant une attention toute particulière à la rénovation de nos équipements, nous avons réduit de 30 % la consommation énergétique.

Ambition d'une ville intégrée dans son territoire. Notre participation à VGP, nos partenariats avec les villes voisines nous invitent à mutualiser nos compétences ;

en 2018, nous avons mutualisé avec Le Chesnay, Bougival et Rocquencourt, nos dispositifs d'aide à l'insertion, et fusionné les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD).

Ambition d'offrir à chacun ses chances d'épanouissement, grâce à un tissu associatif vivant, une offre culturelle et sportive variée, un accompagnement des jeunes dans leurs projets et leur réussite.

*

Ce soir, je vous exprime nos meilleurs vœux, et vous souhaite une excellente année de réussite et de bonheur, pour vous, vos familles, vos activités.

Je remercie personnellement chacune et chacun des maires-adjoints, des conseillers municipaux. Je remercie les représentants des Conseils de quartier pour leur dévouement.

Merci aux responsables et aux bénévoles de nos associations pour leur présence active auprès de nos concitoyens, pour ce lien qu'ils tissent au quotidien dans la ville.

Je remercie le personnel municipal, ses représentants, le directeur général, et son équipe, pour leur très forte implication. Merci cher Yves Senneville, pour votre engagement constant, que vous poursuivrez dans une très grande ville !

A tous, j'exprime des vœux de paix, de bonheur, et d'espoir ; des vœux d'accomplissement personnel, professionnel, avec une pensée pour les personnes malades, isolées ou en difficulté.

Et en exergue à cette nouvelle année, je vous propose de partager cette phrase de Paul Eluard, qui, interrogé sur l'œuvre de Picasso, disait : « **il n'y a pas d'enthousiasme sans sagesse, ni de sagesse sans générosité** ».

Puisse ce mot d'Eluard illuminer cette nouvelle année ! Que 2019 soit, pour chacune et chacun d'entre vous, pour ceux qui vous sont chers, une année heureuse, une année d'espoir et de réussites !

Bonne année à tous ! Bonne année à La Celle Saint-Cloud !
Vive la République ! Vive la France ! *